|  |
| --- |
|  |
| **TERMS OF REFERENCE** |
| **PORTFOLIO:** |
| 1. **GENERAL INFORMATION** |
| Title: « Consultant National pour l’évaluation du projet Plateformes pour le Développement Local et Objectifs 2030 au Cabo Verde »  Project: 00101725, Plateformes pour le Développement Local et Objectifs 2030 au Cabo Verde  Type of Contract: Individual Contract  Direct Supervisor: Carlos Brito, M&E  Duty Station: Praia, avec des missions sur le terrain (Fogo, Santo Antão, Sao Vicente)  Estimated Start Date: 15 avril 2020  Duration : 30 jours ouvrables pour la remise du rapport final |
| 1. **PROJECT DESCRIPTION OR BACKGROUND** |
| Le programme **Plateformes pour le développement local et objectifs 2030 au Cabo Verde** a été approuvé en février 2017. Le projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg, administré par le PNUD et géré par le Gouvernement de Cabo Verde à travers la Direction Nationale de Planification du Ministère des Finances.  Le Programme vise à améliorer l’impact, la coordination et la gestion des processus de développement local à travers la mise en place d’une plateforme d’articulation multi-niveaux, multi-acteurs, multisectorielle et multi-bailleurs au Cabo Verde. Pour ce faire, des actions au niveau local, national et international ont été développées.  La Plateforme pour le Développement Local au Cabo Verde a été conçue comme un mécanisme multi sectoriel du pays qui facilite le suivi et l’atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) au niveau local. Pour ce faire, un Comité de pilotage du programme et des plateformes de développement local ont été mis en place. Ils ont développé un travail harmonisé et intégré en parallèle à un dialogue constant des différents acteurs impliqués dans le développement local.  Le Programme doit être compris par sa nature modulaire où différentes phases se succèdent avec la possibilité que plusieurs partenaires et bailleurs puissent se joindre au fur et à mesure. La première phase concerne une sélection de municipalités pilotes qui doivent être conçues comme des sortes de laboratoires de pratiques et instruments innovants pour le développement territorial dans le but de voir dans quelle mesure les instruments de la bonne gouvernance ont été développés, en l’occurrence des plateformes multi-acteurs et les plans stratégiques municipaux pour le développement durable (PEMDS).  En 2019, le gouvernement a sollicité l'extension du Programme à de nouvelles municipalités. Ainsi, grâce à l’appui du Grand-Duché de Luxembourg, la contribution budgétaire a augmenté de 1.200.000 euros pour intégrer 8 nouvelles communes. Ces nouvelles municipalités se trouvent dans une phase antérieure aux huit premières municipalités pilotes. L'évaluation doit analyser dans quelle mesure les leçons tirées des 8 premières municipalités ont été intégrées dans le processus de soutien aux 8 nouvelles municipalités.  Le Programme est par ailleurs fondé sur les leçons apprises du Bureau Conjoint au Cabo Verde dans le secteur du développement local dans des précédents projets. En effet, le PNUD Cabo Verde a déjà eu l’occasion de contribuer à renforcer les capacités des acteurs régionaux et locaux dans le cadre du Programme Préliminaire d’Appui au Programme National de Décentralisation. Ce projet visait la réforme législative dans le cadre du développement institutionnel et du système financier municipal. Des études diverses furent commanditées sur l’impact des compétences transférées, le cadre juridique de la décentralisation, l’assainissement financier municipal et la réforme administrative des municipalités.  Il existe par ailleurs, la nécessité d’articulation nationale et locale. Les municipalités au Cabo Verde ne disposent pas toujours des moyens humains, organisationnels, matériels et financiers pour mener à bien les compétences qui leur sont transférées par l’État Central. Par ailleurs, certaines d’entre elles dépensent une vaste partie de transferts de l’Etat central pour financer leurs coûts de fonctionnement, et sont par conséquent lourdement endettées.  Au niveau des territoires, il n’existe pas de cadres de concertation opérationnels impliquant de façon intégrée les différents acteurs du développement. Bien que les différents acteurs aient généralement leurs propres outils de planification (annuel ou pluriannuel), l’absence d’une plateforme commune réunissant les acteurs empêche le développement des synergies. Une réflexion partagée concernant le développement local fait donc défaut. Selon les actions développées, une concertation spécifique se fait entre les acteurs impliqués, mais ce processus de dialogue et de prise de décision conjointe n’est pas systématique et n’implique pas tous les acteurs. En effet, un meilleur équilibre entre la nécessaire cohérence verticale avec les instances centrales et un travail en réseaux, interdisciplinaire et horizontal entre et avec les acteurs des territoires ont été envisagés par le programme plateformes. En effet, le Programme Plateformes a été conçue pour pallier le manque de tous ces éléments de coordination et d’articulation territorial e multiniveau. |
| 1. **PURPOSE** |
| Le Programme poursuit trois objectifs spécifiques, à savoir : (i) celui de renforcer la cohérence entre les politiques nationales de décentralisation et les processus de gouvernance et de développement local ; (ii) celui d'améliorer les capacités au niveau local dans le domaine de la conception, de la gestion et de l’exécution de plans de développement municipaux et intermunicipaux et dans les processus de DEL ; (iii) celui d'appuyer le positionnement au niveau international des avances de Cabo Verde en matière de développement local à travers des modalités de coopération décentralisée, sud-sud et triangulaire et l’accès à l’expérience européenne, entre autres, en matière de régionalisation, de développement et d’innovation au niveau territorial.  Le Programme cherche ainsi à répondre aux nécessités des populations et à contribuer à réduire les inégalités sociales et économiques   * **Au niveau local** * **Le premier défi était la création des plateformes locales** qui puissent garantir l’articulation locale interne entre les activités économiques et les services sociaux mais aussi l’articulation entre les politiques nationales et la mise en application de ces dernières au niveau local. La mise en place desdits mécanismes est déjà assez complexe car, les plateformes sont composées par institutions du territoire qui ont des mécanismes de gestion et des intérêts différents les uns et les autres : secteur privé, société civile, la municipalité et ses services et les services déconcentrés de l’état entre autres. Cette diversité rend complexe le travail de groupe, mais il est en même temps la richesse et la valeur ajoutée de celui-ci. * **Le deuxième défi était la réalisation des PEMDS** (Plans Stratégiques de Développement Durable). En effet il s’agit de garantir la continuité entre les étapes de diagnostic, de programmation, de mise en œuvre, de suivi et d’évaluation du processus de localisation des ODD et de planification stratégique au niveau local. Le Programme a commencé la réalisation d'une étape de programmation locale participative qui a dû mobiliser l’ensemble des acteurs du territoire. Le produit de cette participation est le diagnostic du territoire en question, conjointement analysé par les services locaux afin de trouver des réponses aux nécessités identifiées par les différents acteurs nationaux et internationaux qui participent à cet exercice. Le diagnostic fait aussi la liaison avec les ODD et le programme du Gouvernement, le PEDS. * **Le troisième défi est l’implémentation des projets d’impact.** Les projets d’impact ont été conçus avec un double objectif : d’une part, préparer les communes à la recherche des partenariats stratégiques pour l’implémentation des projets du plan stratégique, et d’une autre part, pour confronter les capacités des plateformes locales à prendre des décisions stratégiques de manière participative. La formulation des projets d’impact par les plateformes locales a montré qu’ils ont besoin d’améliorer leurs capacités de coordination interne, de formulation technique et de recherche de partenariats stratégiques. * **Les défis au niveau national**.   En effet, les résultats de ces trois ans du Programme ont montré l’importance du Programme pour l’ANMCV et pour le Ministère de Finances en tant qu’instrument de mise en pratique des principes de la décentralisation au Cabo Verde.  En fin, il a été montré que la mise en application du PEDS demande encore d’appui pour garantir deux objectifs importants : le premier étant l’articulation et coordination des politiques publiques au niveau national pour éviter le chaument des compétences et les vides au niveau de réponses de services pour la population de Cabo Verde. Cet objectif devient encore plus important quand on parle du pari de mettre en place un processus de décentralisation comme il a été annoncé par le Gouvernement de Cabo Verde.  Le deuxième objectif est la mobilisation des partenaires pour la mise en œuvre des programmes et des projets qui sont réalisés dans le cadre du PDS et des PDSM locaux. Il s'agit donc de garantir que les projets et les programmes puissent être financés et mis en œuvre, autrement le processus d'élaboration de ces documents stratégiques risque de perdre de sa crédibilité.   * **Le défi au niveau international**.   Le Programme a utilisé le large réseau de partenariats au niveau international, activés par l’Initiative Art dans le Hub qui opère au PNUD Bruxelles, notamment dans la perspective d’asseoir une dynamique d’échange de bonnes pratiques de façon systématique et non plus occasionnelle.  Pour ce faire, le Programme a mis en marche les modalités de coopération décentralisée, triangulaire et de coopération Sud-Sud qui ont démontré être un apport important au développement local. En même temps, l’expérience européenne en matière de régionalisation, de développement et d’innovation territoriale a été mise à disposition des municipalités et des partenaires de développement à travers un mécanisme de canalisation et d’échanges systématiques au sein de la Plateforme, interconnecté avec le processus de développement promu par le Programme. Ces choix sont basés sur les résultats significatifs obtenus par ces modalités de coopération et pas seulement en termes de bénéfices directs pour la population, mais également sur leur composante d’innovation, essentielle pour le renforcement ou la transformation de dynamiques de développement local ainsi que pour faciliter le processus d’implémentations des ODD au niveau local. Des discussions avec les associations de migrants capverdiens en Amérique du Nord et en Europe ont été également réalisées de sorte a que cette Plateforme permette d’encourager et de faciliter l’investissement de cette diaspora dans leurs territoires d’origine. |
| 1. **SCOPE OF WORK** |
| En vue d’apprécier les résultats atteints au cours de la première phase du Programme Plateformes 2017-2019, ainsi que la période de prolongation-extension 2020, le PNUD en accord avec le Ministère de Finances a décidé d’organiser cette évaluation, tel que prévu dans le document de projet.  Elle poursuit les objectifs suivants :   * Evaluer dans quelle mesure le projet a contribué à répondre aux besoins et à résoudre les problèmes des populations bénéficiaires identifiées pendant la phase de conception et déterminer si les besoins à l’origine du projet ont été satisfaits ou s’ils existent toujours. L'évaluation cherchera aussi à savoir si le projet est la meilleure solution pour relever les défis dans le contexte actuel et surtout de donner des éléments stratégiques à considérer à l’avenir ; * Mesurer le degré de mise en œuvre du projet, son efficacité, son efficience et la qualité des produits et des réalisations par rapport à ce qui a été prévu initialement tout en mettant en exergue sa cohérence et articulation avec les priorités communales et nationales ; * Mesurer dans quelles conditions le projet a obtenu les résultats de développement pour la population ciblée, les bénéficiaires et les autres participants, qu'il s'agisse d'individus, des communes, d'institutions ou autre ; * Mesurer la contribution du projet à la réalisation des objectifs fixés pour ses différents volets d'intervention ainsi qu'à celle des objectifs globaux (PEDS, UNDAF, CPD, ODD) ; * Identifier et documenter les grands enseignements tirés et les bonnes pratiques sur les sujets spécifiques ; * Fournir l’information nécessaire pour la planification et les décisions futures tout en donnant les orientations sur la nécessité ou non de poursuivre l’action ; * Apprécier dans quelle mesure la stratégie et le contenu des interventions sont-ils en adéquation avec les problèmes posés ; * Juger de la perception qu’ont les parties prenantes (bailleurs, personnel du projet, bénéficiaires, les membres de la communauté, les partenaires de mise en œuvre, les autorités locales,) sur les activités du projet ; * Apprécier les chances de survie des actions, la capacité à se poursuivre lorsque l’appui aura cessé et d’appropriation nationale.   Cette évaluation permettra aux potentiels bailleurs du projet et au PNUD de faire le bilan de ce projet dans une perspective de redevabilité vis-à-vis du gouvernement de Cabo Verde et de tirer des enseignements qui alimenteront les interventions futures dans le même domaine.  L’évaluation portera sur tous les aspects du projet durant sa mise en œuvre de 2017 à 2020. L’évaluation couvrira l’ensemble des activités, produits et résultats du projet, dans ses communes d’intervention. |
| 1. **EXPECTED OUTPUTS / DELIVERABLES** |
| Lors de l'élaboration du Rapport document d'évaluation, le consultant national effectuera les tâches suivantes :   1. Identifier les bonnes pratiques ainsi que les leçons à tirer de la mise en œuvre du Programme depuis 2017, ce qui aurait été l'option de mise en œuvre la plus optimale, ainsi que des propositions alternatives ; 2. Evaluer le cadre institutionnel, les indicateurs de suivi et d'évaluation, applicables dans le contexte de Cabo Verde, pour l'option de mise en œuvre choisie par le comité de pilotage (Ministère des Affaires étrangères et des Communautés, Ministère des Finances, Ambassade du Luxembourg et PNUD) 3. Identifier, décrire et analyser les principaux problèmes liés, mais non limités, aux aspects suivants de la mise en œuvre du programme au niveau local :  * Les questions qui empêchent les autorités locales et centrales de garantir la qualité dans la mise en œuvre des projets d’impact, l'équité et l'accès des institutions dans les plateformes, la participation communautaire et la transparence dans la gestion des services locaux au niveau local. * Compétences et responsabilités des communes et du Ministère de référence au niveau central en matière de prestation de mobilisation de partenaires, y compris l'établissement de partenariats avec le secteur privé et les associations locales à cet égard. * Les ressources financières suffisantes pour la mise en œuvre d’un tel programme. * La gestion du projet dans la modalité NIM (National Implementation Modality).   **Résultats escomptes et produits (livrables)**  Sur base d’une exploitation judicieuse de toutes les données et information disponibles et ainsi que le contexte de mise en œuvre du projet, l’équipe d’évaluation doit faire un état des lieux de la mise en œuvre du projet, son efficacité, son efficience et la qualité des produits et des réalisations par rapport à ce qui a été prévu initialement tout en mettant en exergue sa cohérence et articulation avec les priorités locales et nationale et fournir des informations nécessaires et les pistes pour la planification et les décisions futures.  **Livrables et date de leur remise.**  Le consultant produira un rapport final d’évaluation comptant au maximum 30 pages (à l'exception du résumé exécutif et des annexes) en français et en portugais qui permettra de faire le bilan du projet dans une perspective de redevabilité vis-à-vis du gouvernement du Cabo Verde et de tirer des enseignements qui alimenteront les interventions futures dans le même domaine.   |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Délivrables/ Outputs** | **Estimated Duration to Complete** | **Target Due Dates \*indicative** | **Review and Approvals Required** *(Indicate designation of person who will review output and confirm acceptance)* | | **Délivrables** | | | | | 1. Document décrivant l'approche et la méthodologie spécifique de l’évaluation, y compris le cadre analytique qui sera utilisé pour collecter des données comparatives significatives. Ce document devra aussi indiquer la façon de mesurer le suivi des progrès de l’évaluation notamment à travers le briefing avec le PNUD et les autres parties impliquées (Note de Cadrage/Inception Report) | 3 jours | 20/04/2020 | M&E et Responsable Gouvernance PNUD | | 1. Le rapport initial d’évaluation, validé par le groupe de référence qui sera mis en place et approuvé par le Responsable du bureau du PNUD au Cabo Verde 16 jours de travail après la première réunion d’information sur l’approche méthodologique) | 16 jours | 06/05/2020 | Groupe de référence (DNP, PNUD, Luxembourg) | | 1. Le rapport provisoire d'évaluation, 4 jours après la réunion de débriefing, en français et portugais, ne comptant pas plus de 30 pages (à l'exception du résumé exécutif et des annexes). | 4 jours | 10/05/2020 | Groupe de référence (DNP, PNUD, Luxembourg) | | 1. Le rapport final d’évaluation comptant au maximum 30 pages (à l'exception du résumé exécutif et des annexes) en français et portugais | 4 jours | 14/05/2020 | Groupe de référence (DNP, PNUD, Luxembourg) | | 1. Présentation Power Point des résultats et des grandes recommandations de l’évaluation à toutes les parties prenantes du projet. | 1 jour | 15/05/2020 | Groupe de référence (DNP, PNUD, Luxembourg, Ministère des affaires étrangers, ANMCV, Agences ONU) | | 1. La version portugaise du rapport synthèse de l’évaluation. | 2 jours | 17/05/2020 | Groupe de référence (DNP, PNUD, Luxembourg) | | **Total days and end date of contract** | 30 jours | 20/05/2020 |  | |
| 1. **INSTITUTIONAL ARRANGEMENTS** |
| Le consultant travaillera en coordination avec le Chargé de Suivi et évaluation du PNUD, gestionnaire de l’évaluation la responsable de l'unité de monitoring et suivi du PNUD et le responsable du portefolio l’unité de gouvernance du PNUD, en étroite collaboration avec le Ministère des Finances, afin d'assurer la totale indépendance et transparence dans la réalisation de l'évaluation.  Le consultant sera assisté par l'équipe du Programme pour réaliser les tâches requises en ce qui concerne les entretiens et visites de terrain.  Le consultant est responsable de la préparation des enquêtes et questionnaires pour les personnes à interviewer, en se basant sur les questions liées aux critères de l’évaluation.  Le consultant devra rencontrer les acteurs qui travaillent ou collaborent dans le cadre du programme Plateformes, notamment les membres du Comité de Pilotage, les partenaires internationaux, nationaux et locaux : Luxembourg, Ministère des Finances, l’Union Européenne, l’AECID, l’ANMCV, l’association des plateformes des ONG, le PNUD, ONU FEMMES, UNICEF, ICIEG, ARAP, FELCOS, FAMSI, l’Institut Camoes. |
| 1. **DURATION OF THE WORK** |
| **30** jours ouvrables pour la remise du rapport final |
| 1. **DUTY STATION** |
| Le consultant travaillera sous la supervision directe du responsable de l’unité de monitoring et évaluation du Bureau Conjoint PNUD. La consultation aura lieu à Praia, Cabo Verde, et nécessitera des déplacements dans certaines municipalités-iles, notamment à Fogo et à Santo Antão.  Le bureau du PNUD au Cabo Verde et le Ministère de Finances à travers la DNP fournira l'appui logistique nécessaire (Internet, téléphone, accès à l'imprimante et impression de documents) ainsi que les bureaux.  Tous les coûts des services du consultant, y compris les frais de voyage au lieu d'affectation et de retour à la base du consultant, devraient être inclus dans la proposition. Les voyages nationaux seront effectués en fonction des besoins pendant l'affectation et devront être inclus aussi dans la proposition (2 billets d’avion Fogo-Praia, Praia-Mindelo-Santo Antão) |
| 1. **QUALIFICATIONS OF THE SUCCESSFUL CONTRACTOR** |
| Les compétences requises pour l'affectation sont :   * Diplôme universitaire supérieur du niveau de maîtrise en Gestion des programmes ou tout autre domaine équivalent, complété par une formation avancée dans l’évaluation des projets de développement ; * Expérience minimale de 8 ans dans le domaine de la gestion et de la conduite des évaluations de projets et de programmes au niveau international dans un contexte de développement ; * Expérience professionnelle dans des domaines qui permettent une connaissance appliquée du développement local et de la localisation des ODD ; * Expérience avérée en matière d'évaluation des appuis en matière de développement local, des ODD ainsi que des questions liées à la décentralisation, le développement économique locale et le développement communautaire. * Une vaste expérience dans l’utilisation de méthodologies innovatrices, celles basées sur les résultats en particulier et l’évaluation des résultats (Produits, Effets et Impacts, théorie du changement) en l’absence d’évidences / de données empiriques rigoureuses pour démontrer les liens de causalité ; * Démontrer des bonnes qualités en réflexion stratégique de haut niveau et des compétences en politique de développement local ; * Maîtrise des thèmes transversaux tels que la prise en compte du genre dans les projets / programmes ; * Bonne connaissance de la réalité des petits États insulaires en développement.   **Compétences et aptitudes :**     * Bonnes aptitudes interpersonnelles et de travail en équipe ; * Excellent leadership et compétences managériales * Excellentes capacités de communications rédactionnelles ; * Très motivé avec une habilité à travailler avec un minimum de supervision ; * Maitrise de la langue française et portugais ; * Bonne maitrise des outils informatiques. * Connaissance de l’Afrique en général et, en particulier, de Cabo Verde, serait un atout ; * Excellentes capacités de facilitation avec l’utilisation de certaines méthodes participatives |
| 1. **SCOPE OF BID PRICE AND SCHEDULE OF PAYMENTS** |
| **Portée de la proposition de prix et calendrier des paiements**  30% à la livraison du produit 1.  30 % à la livraison du produit 3. (Rapport intérimaire)  40 % à la remise du rapport final et de l'évaluation en Français et en Portugais |
| **K. RECOMMENDED PRESENTATION OF PROPOSAL AND OTHER RELEVANT INFORMATION** |
| Les dossiers de soumission devront comprendre les éléments suivants :  **Une proposition technique**   * Note explicative sur la compréhension des TDR et les raisons de la candidature ; * Offre technique développée - approche méthodologique et organisation de la mission envisagée ; * Curriculum Vitae incluant l'expérience acquise dans des projets similaires et au moins 3 références et leurs contacts ; * Formulaire P11 dûment rempli et signé du consultant (en annex). * Formulaire « Letter of Confirmation of Interest and Availability” (en annex)   **Une proposition financière**  La proposition financière complète doit être soumise sur la base de l’approche forfaitaire (lump sum) et libellée en USD ou toute autre monnaie convertible. Tous les couts liés à cette mission seront considérés par le consultant, le PNUD ne prendra pas de frais additionnels en charge.  Afin de faciliter la comparaison des offres financières par le service demandeur, il est recommandé aux candidats de fournir une ventilation de ce montant forfaitaire. Les consultants doivent spécifier dans cette ventilation budgétaire **TOUS** les frais logistiques (frais de mission lors des visites de terrain, communication, location véhicule, carburant, etc. si cela fait partie du terme de références) les honoraires, en tenant compte du nombre de jours de travail prévus, ainsi que du nombre de visites de terrain, conformément à ce qui aura été décrit dans la proposition technique. Le PNUD ne prendra en charge aucun frais supplémentaires.  Le réalisme des coûts indiqués pour les visites du terrain pourra être vérifié par le PNUD en effectuant une comparaison indépendante avec les prix du marché. Le PNUD n'accepte pas les frais de mission excédant les taux en vigueur au sein du SNU. Le PNUD se réserve le droit de négocier l’offre retenue dans les limites budgétaires et dans le cadre de référence.  Toute dépense non prévue par les TDR ou explicitement inscrite à l’offre financière telle qu’acceptée par le PNUD, quelle qu’en soit la nature, doit être convenue par écrit entre le Bureau du PNUD et le consultant individuel à l’avance, sous peine de ne pas être remboursée.  Par ailleurs, les candidats voudront bien noter que les paiements ne pourront être effectués que sur la base des produits livrés, c'est à dire sur présentation du résultat des services spécifiés dans les TDR et après validation de ces livrables par le responsable désigné par le PNUD. |
| **L. CRITERIA FOR SELECTION OF THE BEST OFFER** |
| Les consultants individuels Nationaux seront évalués en fonction des méthodes suivantes :   1. Analyse cumulative   Dans le cadre de l'application de la méthode de cotation pondérée, le contrat sera attribué au consultant individuel dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit :   1. Réceptif / conforme / acceptable et ; 2. A obtenu la note la plus élevée dans un ensemble prédéterminé de critères pondérés, techniques et financiers propres à la demande.   \* Poids des critères techniques : [70%].  \* Pondération des critères financiers : [30 %].  L’équipe d’évaluation devra prendre en compte les aspects suivants dans le but de réaliser une évaluation de qualité :   1. Objectifs de la mission 2. Résultats attendus de la mission   Questions de l’évaluation  Livrables et date de leur remise.  Critères de qualité   * Une bonne compréhension de la mission * Une méthodologie pertinente et un calendrier réaliste de mise en œuvre des activités * Délais et qualité de production des livrables  |  |  |  | | --- | --- | --- | | Critères | % Poids | Max. Point/ | | Techniques | 70% | 70 | | * Critère A (Profil du candidat) : * (1) Diplôme de niveau Maîtrise au moins dans une discipline liée à l’objet de la consultance | 10 | 10 | | * Critère B (Profil du candidat) * (1) Jouir d’une expérience pertinente d’au moins 6 ans dans l’évaluation et 8 dans l’implémentation des projets. | 10 | 10 | | * (2) Avoir déjà effectué au moins 2 missions d’évaluation des projets dans le domaine de développement local, ODD ou projets similaires. | 10 | 10 | | * (3) Avoir une expérience et connaissance du développement économique local DEL et de l’approche ART territorial. | 10 | 10 | | * (4) Avoir une compréhension avérée de l’intégration de la dimension genre dans l’évaluation des projets. | 10 | 10 | | * Critère C (Approche méthodologique) * (1) Présentation de la compréhension de la mission, de l’approche méthodologique et de l’organisation de la mission envisagée – Inclus les journées maximales de missions de terrain. | 20 | 20 | | Financière | 30% | 30 | | Total |  |  |   Les candidatures doivent être soumises à l'adresse électronique suivante: **procurement.cv@cv.jo.un.org** en indiquant la référence suivante : "Consultant National pour l’évaluation du projet Plateformes pour le Développement Local et Objectifs 2030 au Cabo Verde», avant le 16h30 heure du Cap Vert, du 29/03/2020.  Les demandes incomplètes ne seront pas prises en considération.  Seul le candidat sélectionné sera contacté.  Toute demande d'éclaircissement doit être adressée par écrit ou par voie électronique à l'adresse suivante : [**humanresources.cv@cv.jo.un.org**](mailto:humanresources.cv@cv.jo.un.org)  Une réponse par écrit ou par courrier électronique standard enverra des copies écrites de la réponse, y compris une explication de la demande sans identifier la source de la demande, à tous les consultants. |
| **M. ANNEXES to the TOR**  Formulaire P11 dûment rempli et signé du consultant.  Lettre de confirmation d'intérêt et de disponibilité. |

**Ces Termes de Références sont approuvés par :**

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom et Désignation : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date de signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_